

L'éthique à l'ère de la mondialisation

PRÉSENTATION DE DOMINIC DESROCHES ET MARTIN PROVENCHER

Le monde dans lequel nous vivons a connu une concentration de la richesse sans précédent au cours des vingt dernières années, en même temps qu'un niveau inédit d'extrême pauvreté. Ces inégalités sont en grande partie le fruit de l'intensification des échanges économiques internationaux rendus possibles par les nouvelles technologies de la communication et du processus de décomposition, puis de recomposition des relations entre le territoire, l'autorité et les droits qui en ont résulté, ce que l'on appelle la mondialisation. Dans ce contexte, la recherche de principes généraux pour orienter l'action individuelle et l'idée d'une régulation morale des institutions ne vont plus de soi. En témoignent les nombreux scandales financiers qui ont marqué cette période, de l'affaire Enron (2001) à la crise bancaire mondiale de 2008 en passant par celle de Norbourg.

Un tel étayage de cynisme — on pourrait dire les effets des « *contradictions paradoxales du capitalisme* », pour parler avec Honneth — est sans doute l'un des éléments qui a conduit plusieurs penseurs à remettre en question la pertinence (et la prédominance) des efforts pour découvrir ou étayer une théorie idéale de la justice sociale. Ils ont fait valoir que les théories dominantes de ce type, comme celle de Rawls, ont peu d'impact sur le monde réel, parce qu'elles présupposent, à tort, que les individus se conformeront automatiquement aux exigences morales de la théorie dans leur vie quotidienne. Le culte de la performance, l'obsession de rentabiliser le temps de travail et les cyberdépendances, par exemple, témoignent de la valorisation des actions aux détriments des interdictions, ce qui bouleverse nos rapports sociaux. Le temps est devenu un enjeu majeur, car son empire crée des inégalités sociales et pose des problèmes d'hospitalité. Si cela est exact, les théories dominantes de la justice sociale ne parviendraient plus à orienter efficacement les politiques publiques vers la réduction des inégalités. Or aucune théorie morale ne peut traiter le passage à l'action comme une évidence, encore moins aujourd'hui : les penseurs doivent accorder plus d'importance à la théorie « non idéale » en reconnaissant les limites de leur propre entreprise utopique. Nonobstant la question de savoir si Rawls est bien coupable de ce dont l'accusent ici ses détracteurs, l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre dépendra de notre capacité à lier la réflexion morale au monde complexe et risqué dans lequel nous vivons, plutôt que celui dans lequel on voudrait vivre.

Prendre cette exigence au sérieux dans le cas de la mondialisation implique d'abord de reconnaître que nous sommes tous « *dans le même bateau* » (Sloterdijk). L'émergence de cette conscience planétaire d'un destin partagé a été révélée, un peu comme si elle n'avait jamais été anticipée avant (!), tout au long des années 1990 par les ONG et autres activistes qui ont organisé des manifestations en marge des sommets économiques. Grâce à eux, nous avons réalisé, et nous réalisons chaque jour davantage, que la plupart des grands problèmes de notre temps, comme les changements climatiques, l'accès à l'eau

potable, l'épuisement des stocks de poissons, la lutte contre la pauvreté, le maintien de la paix, la prévention des maladies infectieuses, l'éducation, la refonte du système financier mondial, l'encadrement des biotechnologies, etc., exigent une coopération internationale. Ainsi, la construction sociale des normes du monde à venir ne peut plus se concevoir au seul niveau national. L'éthique doit désormais embrasser le monde global. Cela étant, les frontières et les « murs » entre les États ne sont pas disparus pour autant. Si la nouvelle économie virtuelle a pu laisser croire que l'on circulerait plus librement au XXI^e siècle, dans les faits, il n'a jamais été aussi difficile d'entrer et de sortir des pays depuis la convention de Schengen (1990) en Europe, et la récupération politique des événements de septembre 2001 aux États-Unis.

Dans ce dossier, nous présentons les contributions de Foucault, Lasch, Honneth, Nussbaum, Ogien et Pogge qui ouvrent, chacune à leur manière, une nouvelle perspective dans la réflexion morale contemporaine. Qu'il s'agisse de définir les concepts éthiques, de s'interroger sur la place de la femme ou de la pornographie dans la théorie de la justice, de repenser le souci de soi ou d'envisager la montée de la « *civilisation panique* » centrée sur la survie, d'examiner les relations qu'entretiennent avec la justice, la vertu, la reconnaissance ou les relations internationales, à chaque fois, il s'agit de mieux situer les limites de nos actions directes afin de réguler un monde postmoderne qui, sans renoncer à l'espérance rationnelle, sait que l'avenir exige encore... des compromis !

Éthique des relations internationales



PAR RYOA CHUNG

GLOBAL RESPONSIBILITIES. VOLUME I : GLOBAL JUSTICE. SEMINAL ESSAYS
Sous la direction de Thomas Pogge et Darrel Moellendorf
Paragon House, 532 p.

GLOBAL RESPONSIBILITIES. VOLUME II : GLOBAL ETHICS. SEMINAL ESSAYS
Sous la direction de Thomas Pogge et Keith Horton
Paragon House, 734 p.

L'éthique des relations internationales est un des domaines de recherche les plus stimulants de la philosophie politique anglo-américaine. Non seulement en raison de la qualité des contributions philosophiques qui caractérisent son développement actuel, mais également en raison de l'importance des enjeux sociaux dont il est question. Il s'agit d'un champ d'intérêts relativement

récent, tout à fait en lien avec les conjonctures historiques de notre temps qui caractérisent ce que nous appelons familièrement le phénomène de la *mondialisation*, et qui témoigne d'une vitalité intellectuelle capable de renouveler plusieurs questions classiques de la philosophie politique à la lumière des principaux défis éthiques suscités par l'actualité internationale.